



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

(Commun à tous les lots)

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 25A0244

**Objet de la consultation : Fourniture et livraison de pain, viennoiserie et farine pour les établissements
du Groupement Hospitalier de Territoire Est Hérault et Sud Aveyron**

**Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et
du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande
publique**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code
de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	<i>Objet et durée du marché public</i>	5
1 - 1 -	Objet	5
1 - 2 -	Décomposition du marché public	6
1.2 - 1 -	Tranches	6
1.2 - 2 -	Lots	6
1.2 - 3 -	Phases	6
1 - 3 -	Forme et durée	6
1 - 4 -	Sous-traitance	6
1 - 5 -	Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	7
1.5 - 1 -	Evolution technologique ou technique	7
1.5 - 2 -	Evolution réglementaire ou législative	7
1 - 6 -	Portail d'approvisionnement électronique (PAD)	7
ARTICLE 2 -	<i>Le respect des principes de la republique (laicite et neutralite)</i>	7
ARTICLE 3 -	<i>Documents contractuels</i>	7
ARTICLE 4 -	<i>Modalités d'exécution</i>	8
4 - 1 -	Marché ordinaire	8
4 - 2 -	Accord-cadre à bons de commande	8
4.2 - 1 -	Modalités de passation des commandes	8
4.2 - 2 -	Durée d'exécution des bons de commande	8
4 - 3 -	Ordres de service	9
4 - 4 -	Exécution complémentaire (clause de réexamen)	9
4 - 5 -	Réexamen du marché public	9
4.5 - 1 -	Intégration de nouveaux membres GHT	9
4.5 - 2 -	Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public	9
4.5 - 3 -	Evolutions du périmètre du marché public	9
4.5 - 4 -	Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)	10
4.5 - 5 -	Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)	10
4.5 - 6 -	Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations	10
4.5 - 7 -	Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	10
ARTICLE 5 -	<i>Conditions de livraison</i>	10
5 - 1 -	Transport	11
5 - 2 -	Documents à fournir	11
5 - 3 -	Lieux de livraison / Exécution	11
ARTICLE 6 -	<i>Opérations de vérifications-décisions après vérifications</i>	11
6 - 1 -	Vérifications simples	11
6 - 2 -	Vérifications approfondies	11
6 - 3 -	Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT	12
ARTICLE 7 -	<i>Obligations en matière de développement durable</i>	12
ARTICLE 8 -	<i>Garantie</i>	12
ARTICLE 9 -	<i>Retenue de garantie</i>	12
ARTICLE 10 -	<i>Modalités de détermination des prix</i>	12
10 - 1 -	Répartition des paiements	12
10 - 2 -	Contenu des prix	12
10 - 3 -	Prix de règlements	12
10 - 4 -	Tranches optionnelles (clause de réexamen)	14

ARTICLE 11 -	Avance	14
ARTICLE 12 -	Acomptes et paiements partiels définitifs	14
ARTICLE 13 -	Païement-établissement de la facture	14
13 - 1 -	Mode de règlement	14
13 - 2 -	Présentation des demandes de paiement	14
13 - 3 -	Intérêts moratoires	15
ARTICLE 14 -	clause de prix promotionnel (clause de réexamen)	15
ARTICLE 15 -	ristourne sur chiffre d'affaires (clause de réexamen)	16
ARTICLE 16 -	Clauses techniques	16
ARTICLE 17 -	Récupération des données	16
17 - 1 -	Suivi du marché au niveau du GHT	16
17 - 2 -	Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	16
17 - 3 -	Données relatives à l'origine des produits	16
ARTICLE 18 -	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	17
ARTICLE 19 -	Pénalités	17
19 - 1 -	Pénalités de retard	17
19 - 2 -	Pénalités d'indisponibilité (marchés ou accords-cadres à bons de commandes de maintenance)	17
19 - 3 -	Pénalités pour autres litiges d'exécution	17
19 - 4 -	Pénalités relatives à la sous-traitance	18
19.4 - 1 -	Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	18
19.4 - 2 -	Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	18
19 - 5 -	Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	18
19.5 - 1 -	Pénalités relatives la déclaration de détachement	18
19.5 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	18
19 - 6 -	Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	19
19 - 7 -	Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données	19
19.7 - 1 -	Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT	19
19.7 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	19
19 - 8 -	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable	19
19 - 9 -	Pénalités pour non-respect des principes de la République	19
19 - 10 -	Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	19
ARTICLE 20 -	Informations techniques - Formation	19
ARTICLE 21 -	Litiges et différends	19
21 - 1 -	Différends	19
21 - 2 -	Attribution de compétence	19
ARTICLE 22 -	Résiliation et exécution par défaut	20
22 - 1 -	Résiliation	20
22 - 2 -	Exécution par défaut	20
ARTICLE 23 -	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	20
ARTICLE 24 -	Imprévision et circonstances imprévisibles	21
24 - 1 -	Obligation d'information	21
24 - 2 -	Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)	21
24 - 3 -	La suspension du marché	21
24 - 4 -	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	22
24 - 5 -	Prolongation du marché	22

ARTICLE 25 -	<i>Réglementation générale de protection des données (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHE TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)</i>	22
ARTICLE 26 -	<i>Obligations du titulaire</i>	22
26 - 1 -	Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion	22
26 - 2 -	Modification des données administratives (clause de réexamen)	23
26 - 3 -	Qualité des fournitures	23
26 - 4 -	Discretion et confidentialité	23
26 - 5 -	Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	23
ARTICLE 27 -	<i>Dématérialisation de l'exécution des marchés</i>	23
ARTICLE 28 -	<i>Dérogations aux documents généraux</i>	24

1 - 1 - Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Par ailleurs, a été constituée une direction commune entre le CHU de Montpellier, le CH de Clermont l'Hérault et l'EHPAD Jean Péridier en date du 03 juillet 2025.

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PAIN VIENNOISERIE ET FARINE POUR LES ETABLISSEMENTS DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE EST HERAULT ET SUD AVEYRON

Le marché porte sur les fournitures ou prestations de service des établissements suivants :

- CHU de Montpellier
- Centre hospitalier de Lodève
- Centre hospitalier de Lamalou-les-bains
- Centre hospitalier de Millau

Les modalités d'approvisionnement sont décrites à l'annexe 1 au CCTP : fiche logistique des établissements.

L'Administration se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire (dans la limite de 10% du montant maximum du marché) et, dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, des produits de même nature, similaires ou associés. Le candidat indiquera le pourcentage de remise éventuellement consenti sur son tarif public dans le cadre prévu à cet effet à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

1 - 2 - Décomposition du marché public

1.2 - 1 - Tranches

Sans objet

1.2 - 2 - Lots

Le marché public est décomposé en 4 lots définis comme suit :

Lot 1 : Fourniture et livraison de PAIN et VIENNOISERIE pour le Centre Hospitalier de Lamalou Les Bains
Montant maximal pour la durée totale du marché : 250 000 € HT

Lot 2 : Fourniture et livraison de PAIN et VIENNOISERIE pour le Centre Hospitalier de LODEVE
Montant maximal pour la durée totale du marché : 230 000 € HT

Lot 3 : Fourniture et livraison de PAIN et VIENNOISERIE pour le Centre Hospitalier de MILLAU
Montant maximal pour la durée totale du marché : 350 000 € HT

Lot 4 : Fourniture et livraison de farine pour le CHU de Montpellier
Montant maximal pour la durée totale du marché : 50 000 € HT

L'ensemble des lots est en multi-attribution : 2 fournisseurs maximum seront retenus.

L'attribution des bons de commande sera faite selon la méthode suivante :

- en cascade : Les bons de commande seront en priorité notifiés au titulaire de premier rang. Les bons de commande seront attribués au titulaire du rang suivant uniquement lorsque le titulaire qui le précède dans l'ordre de classement n'est pas en mesure de répondre soit par défaut d'approvisionnement, soit dans les délais exigés, ou est considéré comme défaillant.

1.2 - 3 - Phases

Sans objet

1 - 3 - Forme et durée

Chaque lot fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande avec montant maximum conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification.

Les montants maximums par lot sont spécifiés à l'article 1.2.2.

Clause de réexamen :

L'accord cadre à bons de commande sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire de l'accord cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

1 - 4 - Sous-traitance

Sans objet

1 - 5 - Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5 - 1 - Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

1.5 - 2 - Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1^{er} et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

1 - 6 - Portail d'approvisionnement électronique (PAD)

Sans objet

ARTICLE 2 - LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE)

Sans objet

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- l'acte d'engagement et ses annexes complétées :
 - « Annexe 1-Bordereau de prix »,
 - « Annexe 2-Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »
 - « Annexe 3-Ristourne » - lot 3
 - « Annexe 4-Décision du pouvoir adjudicateur »
- le cahier des clauses administratives particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et son annexe
 - ↳ L'annexe Développement durable
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
 - ↳ Le cadre de réponse – mémoire technique dûment complété
 - ↳ Fiche logistique des établissements

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021)
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- L'offre technique du candidat composée du cadre de réponse – mémoire technique dûment complété, accompagnée de justificatifs pour le lot 4 : - qualité technique de la farine proposée (type de farine)- traçabilité et origine
- Les échantillons
- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA: Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4 - 1 - Marché ordinaire

Sans objet

4 - 2 - Accord-cadre à bons de commande

4.2 - 1 - Modalités de passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure de la survenance des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par les directions compétentes de chaque établissement qui comporteront :

- la référence à l'accord-cadre à bons de commande ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Il est rappelé que le formalisme et le circuit des bons de commande sont fixés par le pouvoir adjudicateur. Leur respect est indispensable au paiement de la facture.

Il est précisé que, pour des raisons de cyber sécurité notamment, aucune commande ne pourra être engagée ni payée sur le site internet du fournisseur et que toute dérogation à ce point empêchera le paiement des factures.

Le fournisseur ne pourra pas imposer un circuit ou un formalisme particulier et ne pourra pas refuser de livrer la fourniture /d'exécuter la prestation pour ces motifs sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 19.3 du présent CCAP.

4.2 - 2 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

4 - 3 - Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

4 - 4 - Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Sans objet

4 - 5 - Réexamen du marché public

4.5 - 1 - Intégration de nouveaux membres GHT

Sans objet

4.5 - 2 - Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public

4.5.2 -1 Modification de références

En cas de modifications de références d'un produit en cours de marché public, le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif et se fera sans supplément de prix.

4.5.2 -2 Modification de conditionnement

En cas de modifications de conditionnement d'un produit en cours de marché public, le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

4.5.2 -3 Remplacement des consommables, produits suite à retrait du produit par le fabricant

En cas d'arrêt de fabrication du produit par le titulaire du marché, ce dernier sera remplacé par un produit équivalent sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

4.5.2 -4 Modification des points de livraison

Les points de livraisons sont susceptibles d'évoluer en cours de marché en fonction des évolutions des sites du CHU et des établissements membres du GHT adhérents (déménagement, ouverture de services...) par voie de modification du marché public.

4.5 - 3 - Evolutions du périmètre du marché public

4.5.3 -1 Evolution du parc d'équipements (Modification des dates d'entrée et de sortie de garantie /entrées et sorties de parcs)

Sans objet

4.5.3 -2 Modification du périmètre du marché

Sans objet

4.5.3 -3 Modification des fréquences de livraison

Les fréquences de livraisons sont susceptibles d'évoluer en cours de marché en fonction des évolutions des sites du CHU et des établissements membres du GHT adhérents (déménagement, ouverture de services...) par voie de modification du marché public.

4.5 - 4 - Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Pour les besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant maximum du marché, ni le montant de 10 000 euros HT.

4.5 - 5 - Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,

Cas de décès d'un cotraitant,

Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

-Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;

-L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit

-Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités. -

L'acheteur se prononce dans les 21 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

4.5 - 6 - Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Sans objet

4.5-7- Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Le montant maximum du marché est fixé à l'article 1.2.2 du présent document.

Ce montant a été fixé sur la base de consommations prévisionnelles pour la durée du marché.

Néanmoins, si, la consommation réelle est supérieure à ce qui a été anticipé, l'acheteur pourra réévaluer ce montant.

Ainsi, si avant la fin de la 2^{ème} année de marché, les consommations réelles venaient à atteindre 60% du montant maximum, l'acheteur pourra l'augmenter, dans la limite de 30 % par rapport au montant maximum initial.

La réévaluation du montant maximum du marché fera l'objet d'une décision unilatérale de l'acheteur qui en informera le titulaire par courrier.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON

5 - 1 - Transport

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

- Risques inhérents au transport

En application de l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

- Retour de marchandises non conformes :

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur.

5 - 2 - Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

5 - 3 - Lieux de livraison / Exécution

La fourniture doit être livrée aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toutes contraintes de nature à affecter toutes les opérations de livraison.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

6 - 1 - Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la qualité des fournitures.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

En cas de non-conformité, l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira où effectuer une nouvelle livraison de la fourniture jugée de mauvaise qualité.

6 - 2 - Vérifications approfondies

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché public ou de la commande.

Les vérifications prévues ci-dessus sont effectuées dans le délai maximum de :

Vérifications quantitatives : 12 h par dérogation à l'article 28.2 du CCAP FCS

Vérifications qualitatives : 4 h jours par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'acheteur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

6 - 3 - Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Se reporter à l'annexe développement durable.

ARTICLE 8 - GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 9 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

10 - 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants.

10 - 2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Le marché public est traité à prix unitaires hors taxe. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

10 - 3 - Prix de règlements

Les prix des prestations (bordereau de prix et catalogue) sont révisibles, trimestriellement, au nouvel indice selon la formule suivante

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

P_n : représente le prix révisé

P_o : représente le prix initial

I_n : représente le dernier indice connu à la date de la demande de révision

I_o : représente l'indice du mois de la date de la remise des offres.

L'indice retenu est le suivant :

DESIGNATION DES PRODUITS	INTITULE DE L'INDICE	LIEN INSEE
PAIN – PATISSERIES ET VIENNOISERIES FRAICHES	Prix de production – Pain (CPF 10.71)	serie/010763730
FARINE	Prix de production – Farine (CPF 10.61)	serie/010763720

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Clause de préavis

Le titulaire du marché public s'engage à notifier à l'administration contractante, par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), ses nouveaux prix, révisés comme indiqué ci-dessus (calcul du coefficient de révision et, le cas échéant, bordereaux de prix révisés), avec un préavis de 1 mois minimum avant la date prévue pour la révision. L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation

Clause de sauvegarde

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date de la révision du bordereau de prix, du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 4 % l'an.

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE

3 cas

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$C = V_a / V_p$

Dans laquelle :
Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;
Vp représente la valeur de la nouvelle série à la même date.
La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

10 - 4 - Tranches optionnelles (clause de réexamen)

Sans objet

ARTICLE 11 - AVANCE

Sans objet

ARTICLE 12 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Sans objet

ARTICLE 13 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13 - 1 - Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique

13 - 2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;
 - La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (TRHOT pour le CHU) ;
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
 - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Les factures électroniques devront être accompagnées des pièces suivantes nécessaires à la justification du paiement :

- le bon de commande

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par l'acheteur par courrier

13 - 3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 15 - RISTOURNE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (CLAUSE DE REEXAMEN)

Le titulaire s'engage à reverser au CH de Millau un pourcentage du chiffre d'affaires annuel réalisé.

Cette ristourne est obligatoire et ne pourra être inférieure aux taux indiqués dans l'acte d'engagement/en annexe de l'acte d'engagement

A défaut de proposition supérieure formulée par le titulaire en annexe de l'acte d'engagement, les minimas s'appliquent.

Le chiffre d'affaires de référence comprend le montant des prestations commandées en cumulé sur la durée du marché, sur le bordereau de prix ou le catalogue par lots et par l'ensemble des établissements bénéficiaires du marché. La ristourne est calculée sur la base de la formule suivante :

Montant HT commandé sur la durée du marché x taux de ristourne figurant en annexe de l'acte d'engagement

Le montant total HT commandé par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire correspond à la durée globale du marché. Il permettra d'arrêter la ristourne conformément aux stipulations du présent accord-cadre à bons de commande.

A la fin du marché, le titulaire émettra, au profit de l'acheteur, un relevé du chiffre d'affaire réalisé par l'opérateur et le CH de Millau. Si le chiffre d'affaires réalisé par le CH de Millau donne lieu à une ristourne, le Pouvoir Adjudicateur enverra un courrier au titulaire qui fera apparaître le mode de calcul, le montant de ristourne.

L'acheteur fera établir un avoir du montant total de la ristourne pour la période considérée. Cet avoir fera l'objet d'un titre de recette émis par le trésorier du CH de Millau. Le titre exécutoire correspondant (émis par le trésorier du CH de MILLAU) sera envoyé à l'attention de l'opérateur qui devra le régler dans un délai de 30 jours.

ARTICLE 16 - CLAUSES TECHNIQUES

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

ARTICLE 17 - RECUPERATION DES DONNEES

17 - 1 - Suivi du marché au niveau du GHT

Sans objet

17 - 2 - Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

17 - 3 - Données relatives à l'origine des produits

Afin de répondre aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics, le titulaire fournit à l'acheteur un mois après la notification du marché, à l'adresse mail suivante : assistantes-celma-daa@chu-montpellier.fr : dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle, les données relatives à la part des produits issus de l'Union Européenne, .

Pour ce faire, le titulaire est invité à se référer aux règles définies par le Code des douanes de l'Union Européenne, au

marquage concernant l'origine du produit quand il existe, à l'affichage obligatoire de certains produits, aux labels, publics ou privés, donnant des indications sur l'origine géographique du produit.

Pour les marchés multiproduits, les données concernant l'origine des produits seront transmises sur la base d'un panier type qui sera réalisé par le titulaire à partir des quantités mentionnées dans le DQE joint en annexe 1 à l'acte d'engagement.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 19 - PENALITES

19 - 1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure dans le bon de commande, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées au moyen de la formule suivante, en application des dispositions de l'article 14.1.1 du C.C.A.G.

$$P = V * R / 1000 ;$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

19 - 2 - Pénalités d'indisponibilité (marchés ou accords-cadres à bons de commandes de maintenance)

Il n'est pas prévu de pénalités d'indisponibilité.

19 - 3 - Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges récurrents lors de l'exécution du marché, les pénalités forfaitaires suivantes pourront être appliquées :

Document administratif non conforme (non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées), ou des bons de livraisons	Pénalité forfaitaire de 20 € HT par document non conforme
Modification de référence produit / changement de recette sans autorisation préalable / Gestion des ruptures / changement de conditionnement	Pénalité de 50 € HT par livraison de gammes modifiées Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire résilier l'accord cadre à bons de commande en fonction de l'importance / de la

	réurrence des changements proposés par le titulaire et observés sur une période donnée (semestre)– se reporter aux articles 3 du CCTP
Non-conformité générale	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, lors d'analyses de laboratoire ou tout autre motif dument constaté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ex : trop cuit, pas assez cuit, trop aéré ...), une pénalité de 150 € HT par référence est appliquée.</p> <p>Le titulaire a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 24h ouvrées maximum après notification de la non-conformité quel que soit leur lieu d'entreposage.</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes, les frais de transport sont à la charge du titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. La facture de ladite destruction sera à la charge du titulaire. Elle sera déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité.</p>
Alerte sanitaire	En cas de retrait/rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité forfaitaire de 150 € HT par produit est appliquée

En cas de non-respect de ces dispositions, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de dénoncer le marché pour non-respect des engagements contractuels.

Les pénalités sont cumulatives, une analyse contextuelle sera réalisée conjointement par le titulaire concerné avant leur application.

19 - 4 - Pénalités relatives à la sous-traitance

19.4 - 1 - Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Sans objet

19.4 - 2 - Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Sans objet

19 - 5 - Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

Sans objet

19.5 - 1 - Pénalités relatives la déclaration de détachement

Sans objet

19.5 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Sans objet

19 - 6 - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 26-1 du présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

19 - 7 - Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

19.7 - 1 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT

Sans objet

19.7 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

19 - 8 - Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe « Développement durable »

19 - 9 - Pénalités pour non-respect des principes de la République

Sans objet

19 - 10 - Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 20 euros par manquements constatés.

ARTICLE 20 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Sans objet.

ARTICLE 21 - LITIGES ET DIFFERENDS

21 - 1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

21 - 2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

22 - 1 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...).

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 46.1 du CCAG FCS.

22 - 2 - Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 23 - SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 24 - IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

24 - 1 - Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG FCS rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

24 - 2 - Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquente.

24 - 3 - La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 24 du CCAG FCS, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

24 - 4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'évènement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible., et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

24 - 5 - Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois (accords cadre à bons de commande).

ARTICLE 25 - REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHÉ TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)

Sans objet

ARTICLE 26 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

26 - 1 - Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7-du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

26 - 2 - Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Restauration
1 Place Jean Baumel
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

et qui se rapportent :

- ✉ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ✉ à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- ✉ à son adresse ou à son siège social ;
- ✉ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- ✉ à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- ✉ de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

26 - 3 - Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation du présent marché.

26 - 4 - Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

26 - 5 - Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

ARTICLE 27 - DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 28 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 2 du CCAG FCS par l'article 4-3 du CCAP.
Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.
Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.
Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article 19.1 du CCAP.
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 19.1 du CCAP.
Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS par l'annexe développement durable.
Dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS par l'article 6 du CCAP.
Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 6-2 du CCAP
Dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS par l'article 6.2 du CCAP.
Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 1.5.1 du CCAP
Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 22-1 du CCAP.
Dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS par l'article 22-1 du CCAP